

Secrétariat d'Etat à la production industrielle.

Arrêté relatif à la distribution du gaz aux véhicules automobiles (rectificatif) (p. 831).

Arrêtés nommant des administrateurs provinciaux (rectificatif) (p. 835).

Secrétariat d'Etat au travail.

Décret n° 553 du 20 février 1942 relatif au relèvement des échelons de salaires des auxiliaires de la caisse générale de garantie (p. 837).

Décret fixant l'organisation des services prévus par la loi du 11 octobre 1940 relative au placement des travailleurs et à l'aide aux travailleurs sans emploi (rectificatif) (p. 838).

Arrêté du 29 janvier 1942 fixant le montant d'indemnités de fonctions (p. 838).

Arrêté du 5 février 1942 portant enregistrement et approbation des statuts d'une société de secours mutuels (p. 838).

Arrêté rapportant une nomination (offices du travail) (p. 838).

Secrétariat d'Etat aux communications.

Arrêté du 12 février 1942 relatif à l'affectation des péages perçus au port de Marseille (p. 838).

Arrêté du 14 février 1942 fixant le montant d'une régie d'avances (p. 838).

Arrêté du 16 février 1942 déclarant d'utilité publique et urgents des travaux de voirie nationale (p. 838).

Arrêtés portant promotions et réintégrations (services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones) (p. 838).

Arrêté portant démission d'office (corps des gardes des communications) (p. 838).

Arrêté nommant un membre du conseil de perfectionnement de l'école polytechnique (p. 839).

Secrétariat d'Etat aux colonies.

Décret n° 558 du 8 janvier 1942 relatif à la dévolution des biens des associations communistes (p. 839).

Décret n° 556 du 20 février 1942 approuvant un arrêté du haut commissaire de l'Afrique française portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de la circonscription de Dakar et dépendances (p. 839).

Décret n° 557 du 20 février 1942 approuvant un arrêté du haut commissaire de l'Afrique française portant ouverture de crédits supplémentaires au budget général de l'Afrique occidentale française, exercice 1941 (p. 839).

Décret modifiant, en ce qui concerne la nationalité, les conditions d'admission aux barreaux de l'Indochine et de Madagascar (rectificatif) (p. 839).

Arrêté nommant les membres de la commission chargée de procéder aux épreuves d'admission aux grades d'ingénieur adjoint et d'ingénieur principal du cadre général des travaux publics et des mines des colonies (p. 839).

Arrêté autorisant certains ingénieurs et ingénieurs adjoints à prendre part au concours ouvert en 1942 pour la nomination au grade d'ingénieur principal (rectificatif) (p. 839).

Arrêtés portant inscription au tableau d'avancement, promotion, retrait de fonctions, nominations et rapportant une nomination (personnel colonial) (p. 839).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES**

Avis de concours pour l'admission à l'emploi de commissaire contrôleur adjoint stagiaire des assurances à l'administration centrale (p. 840).

Sociétés étrangères d'assurances: Avis d'agrément d'un représentant responsable (p. 840).

Avis de tirage de la vingt-septième tranche de la loterie nationale 1941 (p. 840).

LOIS**LOI n° 146 du 30 janvier 1942 relative à l'organisation du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse.**

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Le secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse comprend:

Le cabinet du secrétaire d'Etat;
Le secrétariat général de l'instruction publique;
Le secrétariat général des beaux-arts;
Le secrétariat général de la jeunesse;
Le commissariat général aux chantiers de la jeunesse;
Le commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Art. 2. — Au cabinet du secrétaire d'Etat sont rattachés:

Le bureau du cabinet;
Le service administratif et financier;
Le centre national de la recherche scientifique.

Art. 3. — Le secrétariat général de l'instruction publique comprend:

La direction de l'enseignement supérieur;
La direction de l'enseignement secondaire;
La direction de l'enseignement primaire;
La direction de l'enseignement technique;
La direction des archives de France.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse a délégation permanente du vice-président du conseil:

1^o Pour assurer avec les divers secrétariats d'Etat et les organismes et institutions qui en dépendent les liaisons nécessaires à une action coordonnée sur la jeunesse;
2^o Pour veiller dans toutes les organisations et institutions à la formation morale, sociale, civique et professionnelle des jeunes.

Art. 5. — Le secrétaire général de la jeunesse est adjoint au secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse pour représenter le Gouvernement auprès des

jeunes et pour connaître de toutes les questions intéressant la jeunesse française.

Les pouvoirs définis à l'article 4 peuvent lui être délégués par le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse.

Le secrétaire général de la jeunesse est assisté d'un secrétaire général adjoint.

Art. 6. — Le secrétariat général de la jeunesse comprend:

1^o Les services de l'administration centrale;

Bureau des études générales et de l'inspection;

Bureau de la propagande;
Service de la formation des jeunes;
Service du travail des jeunes;
Service administratif et financier;

2^o L'inspection de la jeunesse;

3^o Les services extérieurs:

Délégations à la jeunesse;
Ecoles de cadres de la jeunesse;
Commissariats au travail des jeunes.

Art. 7. — Le directeur général de l'enseignement technique exerce l'inspection générale des organisations professionnelles du service du travail des jeunes.

Art. 8. — Sont supprimés au secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse:

Deux emplois de directeur;

Un emploi d'inspecteur général de la jeunesse.

Sont créés:

Un emploi de secrétaire général adjoint de la jeunesse;

Un emploi d'inspecteur général de l'instruction publique chargé de l'inspection des écoles privées (application de la loi du 2 novembre 1941);

Trois emplois de chef de service.

Art. 9. — Sont prorogées jusqu'au 30 juin 1942 les dispositions de l'article 5 (1^{er} alinéa) de la loi du 3 novembre 1940 et de l'article 6 (2^e alinéa) de la loi du 5 décembre 1940.

Art. 10. — La loi du 23 avril 1941, à l'exclusion de ses articles 4 et 7, est abrogée, ainsi que toutes dispositions contraires au présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 30 janvier 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

L'amiral de la flotte,
ministre vice-président du conseil,
A¹ DARLAN.

Le ministre d'Etat,
LUCIEN ROMIER.

Le ministre d'Etat,
HENRI MOYSSSET.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES DOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'intérieur,
PIERRE FUCHÉ.

Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et la jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.